Milliot Vincent (dir.), *Les Mémoires policiers, 1750-1850. Écriture et pratiques policières du Siècle des Lumières au Second Empire*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2006, 415 p.,
ISBN : 2-7535-0263-3

Laurent López

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/154>

DOI : 10.4000/chs.154

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 133-138

ISBN : 978-2-600-01160-0

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Laurent López, « Milliot Vincent (dir.), *Les Mémoires policiers, 1750-1850. Écriture et pratiques policières du Siècle des Lumières au Second Empire* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 11, n°1 | 2007, mis en ligne le 19 janvier 2009, consulté le 22 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/154> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.154>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2022.

© Droz

Milliot Vincent (dir.), *Les Mémoires policiers, 1750-1850. Écriture et pratiques policières du Siècle des Lumières au Second Empire*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2006, 415 p.,
ISBN : 2-7535-0263-3

Laurent López

RÉFÉRENCE

Milliot Vincent (dir.), *Les Mémoires policiers, 1750-1850. Écriture et pratiques policières du Siècle des Lumières au Second Empire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2006, 415 p., ISBN : 2-7535-0263-3

- 1 Si l'ouvrage dirigé par Vincent Milliot participe de l'essor des travaux historiques sur le champ policier depuis une quinzaine d'années, il y contribue surtout remarquablement en rassemblant quatorze contributions qui tracent de nombreuses pistes de recherches tout en témoignant des progrès réalisés sur l'histoire du fait policier. Chaque article prend pour support un « mémoire » : huit sur la police, deux sur la maréchaussée, deux sur la gendarmerie, deux sur le maintien de l'ordre. Le clivage rigide entre époque moderne et période contemporaine est heureusement oblitéré par une chronologie qui s'étale sur près d'un siècle à partir de la moitié du XVIII^e siècle. Vincent Milliot introduit l'ouvrage et chacune des trois parties composant un livre conclu par les éclairantes mises en perspectives de Xavier Rousseaux, qui précise la méthode suivie dans l'ouvrage et le resitue savamment dans l'historiographie globale concernant les polices. Les annexes offrent de larges et très utiles retranscriptions des textes ayant servi de support à quelques-unes des contributions. Ce recueil est le fruit d'un ambitieux travail collectif mené pendant trois ans, comme le révèle la forme des

articles, dont la rédaction obéit à une grille commune d'analyse : la critique externe des œuvres de référence précède leur analyse interne. Ce choix avait-il pour finalité de souligner les différences et les homologues entre les textes, malgré la diversité des rédacteurs, les années et la distance géographique qui les séparent ? Les comparaisons demeurent problématiques, en dépit d'une réflexion plurielle interrogeant l'idée centrale que l'écriture sur la police serait une des modalités constitutives de sa pratique. Cette « enquête collective » sert, en outre, la volonté de sortir d'une histoire strictement institutionnelle, démarche familière depuis les travaux de Jean-Marc Berlière sur la police contemporaine ou ceux dirigés par Jean-Noël Luc sur la maréchaussée et la gendarmerie, pour ne citer que des historiens français. L'ouvrage relève-t-il alors de l'histoire politique, de l'histoire militaire, de l'histoire sociale, de l'histoire des représentations ? Il embrasse tous ces champs car son objet est multidimensionnel et irréductible à l'un de ces terrains.

- 2 Vincent Milliot constate que les années 1740-1750 marquent le début d'une multiplication des écrits policiers, abondance dénoncée ensuite durant la Révolution comme le signe d'une surveillance omniprésente au service du despotisme royal. Si cette accusation n'est pas dénuée de fondement, elle occulte la réflexion sur le travail policier portée par ces textes, qui sont, selon Vincent Milliot, l'un des indices d'une professionnalisation appuyée sur la conscience de la spécificité du travail policier et donc de son identité propre. Les « mémoires » composent ainsi un triptyque dont les volets déclinent trois finalités complémentaires. D'abord, les textes qui visent à l'amélioration du fonctionnement quotidien de la police; ensuite, ceux animés par une volonté de réforme plus large; enfin, les projets de refondation de la police, notamment après la Révolution.
- 3 Trois thèmes essentiels traversent peu ou prou l'ensemble des pièces présentées. En premier lieu, la plupart des « mémoires » sont motivés par le désir de leur rédacteur de bénéficier d'une promotion professionnelle. L'écrit doit permettre de faire connaître les idées de l'auteur et de faire reconnaître ses mérites. L'essor de cette production marque, en deuxième lieu, le progrès de l'idée que la police est au service du public, du bien commun, et non pas seulement des intérêts de ceux qui la dirigent. Cette conception s'affirme avec l'influence des Lumières et plus encore après la Révolution avec la transformation du contexte sociopolitique. En dernier lieu – point le plus important –, la professionnalisation de l'activité policière sourdrait sous des aspects multiples de ces divers « mémoires ». Accroissement des effectifs et amélioration de leur condition s'ajoutent à la création d'une juridiction spécialisée dans les affaires de police, comme le cas lillois, étudié par Catherine Denys; souci du recrutement et de la formation du personnel policier, comme à Grenoble, décrit par Clarisse Coulomb, ainsi qu'à Bordeaux et Strasbourg au XVIII^e siècle, détaillés par Vincent Denis, ou dans la maréchaussée, analysée par Pascal Brouillet; rationalisation de la surveillance à Lyon sous le Consulat, par le commissaire général Dubois, dépeint par Stéphane Nivet, qui insiste sur la prégnance du modèle militaire dans la réorganisation d'une police lyonnaise, enjeu de la concurrence entre les autorités locales et le pouvoir national; réflexions du major de Bar, présentées par Patrice Peveri, sur un maintien de l'ordre qui utiliserait la violence en dernier recours, ou celles de l'abbé Sieyès, partisan de l'emploi d'une force graduée, examinées par Bernard Gainot et Vincent Denis; projet d'une police rénovée, par le comte Peuchet, dont Pierre Karila-Cohen dresse l'instructif portrait de « professionnel de la police » qui réfléchit à une force au service du bonheur

des gens, après les violences de la Révolution et les pratiques de l'époque impériale. Vision aristotélicienne qui renvoie à l'étymologie grecque du mot « police » et la conçoit d'abord comme une activité politique avant d'être déploiement de coercition. Avec la Restauration, à une époque où les changements politiques imposent une transformation des modes de surveillance et de contrôle, il s'agit bien d'inventer une police libérale, à défaut d'être une force au service de la liberté.

- 4 La question de la professionnalisation est au centre de l'ouvrage, notion dont les contours fluctuent selon les époques et les lieux, comme le retracent les mémoires présentés. Certes, des résistances existent, comme à Nantes à la fin des années 1780, ainsi que le décrit Stéphane Perréon, où les bourgeois s'opposent au financement d'un guet professionnel, qui s'inscrirait dans l'« uniformisation des systèmes policiers urbains » ; des échecs, aussi, comme l'essai d'implantation – restitué par Bernard Gainot et Franck Vandeweghe – d'une gendarmerie, à Saint-Domingue au début du XIX^e siècle, pour soutenir la colonisation. Face à cette variété de situations, on est, dès lors, tenté de mettre le terme de professionnalisation au pluriel car les aspects qu'il recouvre sont divers et ne donnent pas l'image d'une évolution homogène et générale, mais tributaire des personnalités qui la suscitent dans leur ville ou leur institution et parcellaire dans ses aspects effectivement réalisés. D'autre part, cette professionnalisation reste souvent dans le domaine du discours et ne précède pas nécessairement un mouvement affectant concrètement l'institution, l'organisation et la profession policières. Invoquées dans des œuvres motivées par l'horizon de la promotion de la carrière de leur auteur, les améliorations qui exprimeraient cette professionnalisation en marche ne relèvent-elles pas d'abord de la posture ? La professionnalisation de l'époque moderne, qui porte en elle certains traits des évolutions ultérieures, n'est-elle pas plutôt une proto-professionnalisation d'un métier en devenir ? Si la professionnalisation de police ne saurait être placée « ex nihilo » au XIX^e siècle, comme le souligne Catherine Denys, il semble difficile de voir dans ce mouvement un processus linéaire qui produirait les développements fondamentaux de la fin du XIX^e siècle, amplifiés au XX^e siècle. Les points communs et les dissemblances entre les époques et les lieux marquent l'historicité de la constitution de l'activité policière en profession. Trois exemples soulignent les « liaisons dangereuses » entre époque moderne et période contemporaine. Selon Patrice Peveri, le major de Bar énonce à la fin du XVIII^e siècle les principes d'un maintien de l'ordre démocratique, « définitivement établis sous la Troisième République ». Sans insister sur les aléas institutionnels, conceptuels et pratiques du maintien de l'ordre pendant ce régime, notons que le meurtre du chef d'une émeute n'a jamais été proposé, et encore moins légalisé, contrairement à la vision du policier parisien. Il faut, d'autre part, souligner que la rédaction de « mémoires » relatifs à l'organisation de la police ne cesse pas avec la Restauration. Si les souvenirs de prétendus exploits judiciaires l'emportent dans le flot éditorial, cette passion pour l'enquête – champ défriché par Dominique Kalifa –, qui tranche avec les « mémoires » du siècle des Lumières, ne doit pas faire oublier les nombreux ouvrages – comme par exemple, celui du commissaire Macé, « du » journaliste Hogier Grison, du criminaliste suisse Reiss –, articles du *Journal des commissaires*, rapports – comme celui d'un commissaire parisien durant l'Exposition universelle de 1900, commenté et reproduit *in extenso* dans le n° 57 des *Cahiers de la Sécurité* – qui livrent leur image de ce qu'est la police et de ce qu'elle devrait être. À la différence de la gendarmerie, la presse professionnelle des policiers n'accapare pas la publication de projets de réforme qui court jusqu'à l'entre-deux-guerres. Cette remarque suggérée par la lecture de cet

ouvrage important s'ancre dans la conviction de la nécessaire collaboration entre historiens de toutes les époques et entre historiens et sociologues. Enfin, si la police administrative et la police judiciaire sont les deux piliers de l'activité policière contemporaine, les correspondances avec l'époque antérieure demeurent floues, ne serait-ce que parce que ces catégories ne sont pas encore formalisées.

- 5 Alors que le phénomène de la professionnalisation devrait être le plus avancé pour l'époque contemporaine, Quentin Deluermoz et Arnaud-Dominique Houte¹ restent, paradoxalement, les plus prudents avec cette notion. Le premier relève que le guide pour les sergents de ville à Paris, écrit en 1831 par un officier de paix – qui vise à créer une identité parmi le nouveau corps des policiers en tenue –, est un « acte isolé » et ne s'inscrit pas dans une dynamique plus large de professionnalisation; les premiers manuels de police mis à la disposition des agents sous l'autorité de la Préfecture de police apparaissant un demi-siècle plus tard. Il est également question d'image dans l'opuscule de Charles-Auguste de Mondésert, analysé par Arnaud-Dominique Houte. En valorisant la représentation de l'Arme dans l'opinion mais surtout parmi les militaires, « il s'agit bien d'engager la gendarmerie dans une nouvelle étape de la professionnalisation ». Cette fine appréciation en termes d'« étapes » de la structuration du métier de gendarme en profession pourrait être appliquée aux gens de police pour rendre compte d'une évolution complexe, toujours à l'œuvre.
- 6 Si l'« enquête collective » donne, au total, l'image de professionnalisations éclatées dans le temps et l'espace, qui demeurent le plus souvent des vœux enfermés dans le discours qui les porte, la démarche éminemment difficile de réflexion collective est très stimulante et incite à son renouvellement et son élargissement.
- 7 Dans le même esprit, cet ouvrage était prolongé, le 28 septembre 2006, par une journée d'études intitulée *Que sait la police ? La formation des savoirs policiers en France, des Lumières à la monarchie censitaire*, organisée par le Centre de recherche en histoire moderne de l'Université Paris I. Introduite et animée par Vincent Denis, cette journée présentait six communications couvrant une période s'étalant du XVII^e siècle à la monarchie de Juillet, traversée par le projet de se situer entre le mythe de la police omnisciente et la vision du policier idiot et illettré.
- 8 Une part essentielle du travail policier consistant à produire et à accumuler des savoirs sur les personnes et la société, les exposés visaient à mettre en perspective les usages de ces connaissances par des éclairages divers, nécessaires pour percer la relative opacité de l'activité policière en général, renforcée par la rareté des sources pour l'époque moderne. En approfondissant trois thèmes – statut des savoirs policiers par rapport aux pratiques; modalités de la transmission de ces savoirs; place des savoirs policiers dans le contexte intellectuel et scientifique –, les interventions ont souligné deux problèmes posés à l'enquête historique : d'une part, la multiplicité des savoirs policiers, en raison du champ potentiellement infini des compétences des policiers; d'autre part, l'éclatement de ces savoirs, lié à l'absence d'unité des forces de police. La période se caractérise, cependant, par le mouvement unifiant de l'émergence et de l'essor d'un métier de policier dont une des spécificités est de se distinguer de la carrière militaire et de l'activité de la maréchaussée.
- 9 Robert Carvais, en étudiant « les savoirs de la police parisienne des bâtiments sous l'Ancien Régime », a présenté une police des bâtiments assurée par des gens du métier, dont le double souci vise à réguler la construction des bâtiments et les rapports entre les ouvriers et les habitants des villes. L'exemple des lettres de cachet à Paris au XVIII^e

siècle a été détaillé par Déborah Cohen, qui a mis en évidence une activité policière s'exerçant entre « savoir formel et preuves informelles ». Pierre Karila-Cohen, a retracé « la formation d'un savoir composite » par « l'analyse de l'opinion sous la Restauration et la monarchie de Juillet ». En 1814, la vaste enquête sur l'état de l'opinion demandée aux commissaires généraux par le ministre Beugnot inaugure l'attention à la situation morale d'une population désormais appréhendée à travers ce qui serait une opinion collective. Pendant la Monarchie Constitutionnelle, l'enquête politique se constitue comme un outil de gouvernement en butte, toutefois, à l'opacité irréductible de la société et au zèle variable des préfets.

- 10 « Les aptitudes des Dragons au maintien de l'ordre » ont été évoquées par Hervé Drévilhon, qui a ramené l'attention sur l'époque moderne et ses innovations en matière de contrôle. Premières troupes militaires à ne pas faire seulement la guerre, les Dragons ont importé au sein de l'armée des formes d'action policière – savoir escorter, patrouiller, interroger, par exemple – fondées sur la volonté de limiter la violence à l'égard de la population des territoires conquis par les troupes royales. Organisés en petites unités, les Dragons ont une autonomie qui implique une délégation d'autorité relative à un niveau hiérarchique très bas, ce qui est encore inédit au XVII^e siècle, et entraîne la systématisation de la pratique du rapport pour informer les supérieurs des actions menées. La maréchaussée de la fin du XVIII^e siècle et la gendarmerie du début du XIX^e siècle – qui prend la suite de la précédente tout en spécialisant son activité dans l'application des lois et la surveillance des voies de communication –, se réapproprient partiellement ces savoirs alors que la spécificité de la profession s'affirme. Le recrutement et l'instruction deviennent des enjeux majeurs, comme le montre Pascal Brouillet, qui constate le décalage entre les conditions posées pour intégrer ces formations et les compétences réelles des militaires, qui apprennent véritablement leur métier en l'exerçant. Entrées dans la maréchaussée et la gendarmerie sans savoir-faire spécifique, les nouvelles recrues doivent d'abord faire montre des qualités militaires acquises durant leur engagement antérieur dans l'armée et, en premier lieu, du sens de l'observation. L'activité de police exercée par la maréchaussée, fortement empreinte du modèle militaire, est vécue par ses officiers comme une guerre perpétuelle contre des ennemis de l'intérieur. Relevons que les crises sécuritaires de la Belle-Époque ont suscité un sentiment semblable parmi les forces de l'ordre.
- 11 Enfin, Vincent Milliot a présenté ses « réflexions sur les savoirs policiers d'après les mémoires du lieutenant de police Lenoir ». Les textes du lieutenant général de la police parisienne, entre 1776 et 1785, nourrissent l'interrogation sur ce que sait la police et ce qu'elle doit savoir pour bien agir. Pour Lenoir, la connaissance est le préalable à tout contrôle, à toute action policière. La police est donc d'abord affaire de renseignement, aux yeux de Lenoir, qui prône, dans cette perspective, l'amélioration de la formation du personnel policier. Mais il est difficile d'en savoir plus sur cette formation, sur les techniques employées par le personnel policier puisque la curiosité des historiens doit composer avec la rareté, sinon l'absence, de sources sur l'instruction professionnelle des commissaires à l'époque moderne, sur la circulation des savoirs et leur réinvestissement dans les pratiques. On reste, ainsi, curieux des techniques éventuelles d'enquête de ce qui s'appelle la « police judiciaire » depuis le *Code des délits et des peines* de l'an IV. Michel Porret répond à cette attente, mais à l'écart de l'espace français, dans

son dernier ouvrage *Sul luogo del delitto. Pratica penale, inchiesta et perizia giudiziaria a Ginevra nei secoli XVIII et XIX* ².

- 12 La journée s'est clôturée par une discussion vigoureuse témoignant de l'effervescence de la recherche historique sur la police, investie par une multiplicité d'études et d'interprétations produisant un débat riche et fécond. Au terme de cet échange – qui en annonce d'autres, à la journée d'études sur *La circulation des savoirs policiers en Europe, 1700-1900*³ et au colloque sur *les métiers de police(s)* organisé à Caen en mars 2007⁴ –, il s'impose que la prise en compte des problématiques abordées est essentielle pour l'étude de la police et de la gendarmerie à la période contemporaine. La question demeure de connaître la nature des continuités – des héritages réels comme des legs reconstruits – qui existeraient entre l'époque moderne et les siècles suivants. La lente constitution et la progressive professionnalisation des forces de l'ordre s'inscrivent-elle dans des étapes marquées chacune par leur propre historicité ou répondent-elles à un processus linéaire et cumulatif ? Cette interrogation, déjà soulevée pour *Les Mémoires policiers*, est par nature celle de la construction de l'État et, plus largement, des sociétés qui produisent les institutions policières.

NOTES

1. Ces deux auteurs ont soutenu leur très remarquée thèse de doctorat en décembre 2006. Q. Deluermoz présentait *Les policiers en tenue dans l'espace parisien (1854-1913) : la construction d'un ordre public* (Université Paris I, dir. D. Kalifa); le travail d'A.-D. Houte porte sur *Le métier de gendarme national au XIX^e siècle. Pratiques professionnelles, esprit de corps et insertion sociale, de la monarchie de Juillet à la Grande Guerre* (Université Paris IV, dir. J.-N. Luc et J.-M. Berlière).

2. Bellinzona, Edizioni Casagrande, Biblioteca di storia 8, trad. Andrea Michler, 2006, 266 p.

3. Journée d'étude, le 31 janvier 2007, dans le cadre du projet *Circulation des savoirs policiers européens, 1650-1850*, organisée à l'Université Paris I, en partenariat avec l'Université de Lille III, l'Université de Provence et l'Université de Caen.

4. Colloque international, les 7, 8 et 9 mars 2007, à la Maison de la Recherche et des Sciences de l'Homme, Université de Caen : *Être policier : les métiers de police(s) en Europe XVIII^e-XX^e s.*, organisé par le CRHQ (UMR 6583, Université de Caen), pôle « Villes et sciences sociales » et la MRSH (Université de Caen), le CESDIP (CNRS-UMR 8183), le GERN-GDRE/CNRS, le Centre d'Histoire du XIX^e siècle (EA 3550, Universités de Paris I-Paris IV), l'IRHIS (UMR 8529, Université de Lille III). Avec le soutien de l'*International Association for the History of Crime and Criminal Justice* (IAHCCJ).

AUTEURS

LAURENT LÓPEZ

CESDIP, Imm. Edison – 43 Bd Vauban, F-78280 Guyancourt, laurent.lopez@wanadoo.fr